

Et aussi,—Réponse à un ordre de la Chambre du 7 février 1934—Document montrant:—

1. Durant chacune des années 1929, 1930, 1931, 1932 et 1933 quelles sommes le gouvernement fédéral a versées pour loyers, espaces pour des bureaux, fins d'entreposage ou autre dans la ville de Vancouver, Colombie-Britannique.

2. A qui cet argent a été versé, où est située chacune des propriétés, et à quelles fins on s'est servi de chacune de ces propriétés.

M. Heaps, appuyé par M. Coote, du consentement de la Chambre présente un Bill No 14, Loi modifiant la Loi de l'immigration (Personne à la charge du public), lequel est lu la première fois et la deuxième lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre.

Les ordres de la Chambre qui suivent sont votés en vertu du paragraphe 4, de la règle 44:—

Par M. Neill—Ordre de la Chambre—Document montrant:—

Durant les années civiles 1932 et 1933, combien d'adjudications de l'Etat tout ministère fédéral, y compris la Commission du port de Vancouver, a-t-il adjudgées à la *Pacific Engineers Limited*, de Vancouver, et quel était le montant total de ces adjudications.

Par M. Michaud—Ordre de la Chambre—Document montrant:—

1. Entre le 1er mai 1933 et le 31 décembre 1933, inclusivement, quelle somme d'argent le ministère de la Marine a perçue en droits de quai au quai de Campbellton, Nouveau-Brunswick, et au quai de Restigouche, Québec.

2. Quels sont les noms des navires qui ont versé lesdits droits.

3. Durant chacune des années écoulées du 1er septembre 1930 au 31 décembre 1933, quelle somme d'argent le gouvernement a dépensée pour réparations au quai du bateau traversier, à Campbellton, Nouveau-Brunswick.

4. Du 1er septembre 1930 au 31 décembre 1933, quelle somme d'argent a été dépensée pour des réparations au quai public de Campbellton, Nouveau-Brunswick, et quels sont les détails.

M. Cahan, l'un des membres du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table,—Réponse à l'ordre qui précède.

Par M. Reid—Ordre de la Chambre—Document montrant:—

1. Durant l'année 1933 et janvier 1934, de quels avocats de Vancouver ou de New-Westminster le gouvernement a retenu les services.

2. Pour quels services particuliers on a retenu les services de chacun.

3. Quels montants respectifs on a versés à chacun de ces avocats en honoraires, émoluments ou dépenses.

4. Quels montants, le eas échéant, sont encore dûs.

Par M. Ferland—Ordre de la Chambre—Document montrant:—

1. En quelle année la Commission du Crédit agricole canadien a commencé à faire des prêts aux cultivateurs.

2. Quel est le nombre des cultivateurs qui ont contracté des emprunts, en vertu de la loi du Crédit agricole canadien, dans chaque province et durant chaque année séparément.

3. Quelles sont, dans chaque province, les sommes totales qui ont été empruntées de ladite Commission, depuis son organisation et au cours de chaque année séparément.

M. Rhodes, l'un des membres du Conseil privé du Roi, dépose sur la Table,—Réponse à l'ordre qui précède.